

Communauté Emmaüs de Cholet - Fondateur Abbé Pierre

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

163, rue Auguste Gibouin
49300 CHOLET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Communauté Emmaüs de Cholet - Fondateur Abbé Pierre

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

163, rue Auguste Gibouin
49300 CHOLET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Communauté Emmaüs de Cholet – Fondateur Abbé Pierre relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant le maintien de la continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Grégoire GAILLARD

Signé par Gregoire Gaillard
Le 19/05/2025

ID: tx_DYZGYzrQB0Ov

Associé

Grégoire GAILLARD

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	1 796	1 796		
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
		Avances et acomptes				
		TOTAL	1 796	1 796		
	Immobilisations corporelles	Terrains	21 702	2 760	18 942	19 532
		Constructions	511 456	236 385	275 070	293 063
		Inst.techniques, mat.out.industriels	140 184	85 698	54 486	17 567
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
	TOTAL	673 343	324 844	348 498	330 163	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	35 015		35 015	35 015	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
		Autres	540		540	540
		TOTAL	35 555		35 555	35 555
	Total I	710 695	326 640	384 054	365 718	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	23 904		23 904	16 279
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	31 905		31 905	24 119
		TOTAL	55 809		55 809	40 398
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		154 602		154 602	229 865	
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		4 747		4 747	3 170	
	Total II	215 160		215 160	273 434	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	925 855	326 640	599 214	639 152	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	415 103	415 103
	Report à nouveau	-368 771	-372 601
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-54 521	3 829
	Situation nette (sous-total)	-8 189	46 332
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	6 618	
	Provisions réglementées		
Total I		-1 570	46 332
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	59 587	49 647
Total II		59 587	49 647
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	5 866	5 473
Total III		5 866	5 473
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	390 268	442 260
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 985	46 638
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	64 535	30 451
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	25 541	18 350
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		535 332	537 700
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		599 214	639 152
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	740	780
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	698 252	748 168
	<i>dont ventes de dons en nature</i>	698 252	748 168
	Ventes de prestations de service	61 144	54 048
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	184 464	169 635
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	24 242	21 345
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 021	4 637
	Utilisations des fonds dédiés	3 319	2 639
	Autres produits	114	190
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		982 298	1 001 445
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	475 485	440 443
	Aides financières	249 721	259 204
	Impôts, taxes et versements assimilés	21 239	20 604
	Salaires et traitements	216 791	227 138
	Charges sociales	40 679	39 675
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	32 322	21 904
	Dotations aux provisions	393	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	315	417
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		1 036 949	1 009 389
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-54 651	-7 944

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 648	4 592
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3 648	4 592
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 360	4 887
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	4 360	4 887
2. Résultat financier (III-IV)		-711	-294
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-55 363	-8 239
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	467 881	11 703 2 000
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	1 348	13 703
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	71	986
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	71	986
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		1 276	12 716
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		435	648
Total des produits (I + III + V)		987 294	1 019 740
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 041 816	1 015 910
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-54 521	3 829
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		72 754	117 079
Prestations en nature		72 500	72 500
Bénévolat		166 104	120 784
Total		311 358	310 363
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature		72 754	117 079
Mises à disposition gratuite de biens		72 500	72 500
Prestations en nature			
Personnel bénévole		166 104	120 784
Total		311 358	310 363

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association a pour objet de mettre en œuvre les orientations d'Emmaüs International, d'Emmaüs Europe et d'Emmaüs France dans l'esprit du Manifeste Universel d'Emmaüs.

Elle a pour objet de lutter contre les injustices, et les diverses formes d'exclusion, à la fois leurs causes et leurs conséquences, notamment par l'accueil et l'accompagnement des compagnes et des compagnons. Les compagnes et compagnons sont des personnes qui vivent en communauté et qui participent aux activités d'économie solidaire ainsi que prévu à l'article L.265-1 du code de l'action sociale et des familles (personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires). »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Récupérer des objets issus de dons destinés au réemploi,
- Vendre et/ou recycler ces objets.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements
 - a. Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : 0 K€
 - b. Engagés et terminés dans l'exercice : 50.6 K€
 - c. Engagés dans l'exercice et non terminés à la clôture : 0 K€
- Ressources humaines : L'effectif permanent s'élève à 2.97 ETP.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Au 31 décembre 2024, l'association a réalisé un résultat déficitaire de -55 K€. Cette situation a pour conséquence de rendre les fonds propres négatifs.

Cette dégradation est notamment liée à une baisse récurrente de la fréquentation de la salle des ventes depuis 3 ans.

Le conseil d'administration conscient de cette situation réfléchit à différentes mesures à mettre en œuvre afin d'assurer la continuité d'exploitation de l'association entre 2025 et 2026.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler sur cet exercice comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Tableau des immobilisations						
Immobilisations		Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virements poste à poste	Valeur brute fin exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement					
	Total I					
	Autres immobilisations incorporelles	2 868		1 071		1 797
	Total II	2 868		1 071		1 797
Immobilisations corporelles	Terrains	21 702				21 702
	Constructions	511 456				511 456
	Installations techniques, matériel outillage	42 016	21 620			63 636
	Installations générales, ag, aménag, divers					
	Matériel de transport	33 471	29 038			62 509
	Mat, Bureau et informatique, mobilier	16 995		2 956		14 039
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Total III	625 641	50 658	2 956		673 343
Immobilisations financières	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés	35 015				35 015
	Prêts et autres immobilisations financières	541				541
	Total IV	35 556				35 556
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		664 065	50 658	4 027		710 696

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Tableau des amortissements						
Immobilisations		Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virements poste à poste	Amortissements fin exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement					
	Total I					
	Autres immobilisations incorporelles	2 868		1 071		1 797
	Total II	2 868		1 071		1 797
Immobilisations corporelles	Terrains	2 169	591			2 760
	Constructions	218 393	17 993			236 386
	Installations techniques, matériel outillage	27 238	6 976			34 214
	Installations générales, ag. aménag. divers					
	Matériel de transport	31 096	6 363			37 459
	Mat. Bureau et informatique, mobilier	16 582	400	2 956		14 026
	Immobilisations grevées de droits					
	Total III	295 478	32 323	2 956		324 845
TOTAL GENERAL (I + II + III)		298 346	32 323	4 027		326 642

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Progiciel et logiciel	Linéaire	1 an

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 30 ans
Aménagement hébergement	Linéaire	4 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 5 ans

6.1.3 *Dépréciations de l'actif immobilisé*

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

6.2 *Actif circulant*

6.2.1.1 *Charges constatées d'avance*

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 4.7 K€ et concernent l'exploitation.

6.3 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat			Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	
Fonds propres sans droit de reprise								-	
Fonds propres avec droit de reprise								-	
Ecart de réévaluation								-	
Réserves	415 103							415 103	
Report à nouveau	- 372 601	3 830						- 368 771	
Excédent ou déficit de l'exercice	3 830	3 830		54 521				- 54 521	
Situation nette	46 332	-	-	54 521	-	-	-	8 189	
Fonds propres consommibles								-	
Subventions d'investissement				6 619				6 619	
Provisions réglementées								-	
TOTAL	46 332	-	-	47 902	-	-	-	1 571	

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Néant

6.3.2 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

6.3.2.1 Réserves statutaires et contractuelles

Néant

6.3.2.2 Réserves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

Intitulé des projets	Montant début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement)	Montant fin exercice
Fonds de réserve	378 450				378 450
Réserve pour travaux	36 652				36 652

6.3.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Une subvention de 7500€ a été reçue de l'agglomération du choletais pour l'acquisition d'un vélo cargo à assistance électrique. L'acquisition du vélo a été amorti sur 5 ans, comme la subvention.

6.3.4 Provisions réglementées

Cf § 6.5 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges.

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise qu'à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
En application de l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Variation des fonds dédiés issus de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	49 647	13 259	3 319	-	-	59 587	-
Aménagement des douches dans les chambres de la communauté	-		-			-	
Emmaüs France - Salle de détente	49 647		2 112			47 535	
Emmaüs France - Luminaire		3 919	225			3 694	
Eco Maison - Vélo Cargo		5 024	590			4 434	
Atelier electro		4 316	393			3 924	
...						-	
TOTAL	49 647	13 259	3 319	-	-	59 587	-

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés.

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Tableau des provisions					
Nature des réserves et provisions		Montant début exercice	Augmentations : dotations	Diminutions : reprises	Montant fin exercice
Réserves	Réserves indisponibles				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves consécutives à l'octroi de subv.d'invest.				
	Autres réserves réglementées				
	Réserves pour projet associatif				
	Autres réserves	415 103			415 103
	Total réserves	415 103			415 103
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires				
	Autres provisions réglementées				
	Total				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques d'emploi				
	Autres provisions pour risques				
	Provisions pour pensions et obligations similaires	5 473	393		5 866
	Provisions pour grosses réparations				
	Autres provisions pour charges				
	Total	5 473	393		5 866
TOTAL GENERAL DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		5 473	393		5 866
Dont dotations et reprises :			393		
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

6.6 *Provision pour risques et charges*

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques							
Provisions pour charges	5 473		393				5 866
Total	5 473		393				5 866

6.6.1 *Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés*

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	5 866		5 866
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes, selon la méthode des unités de crédits projetés.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite : 64 ans ;
- Taux d'actualisation : 3.5 % ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1.5 %
- Taux de charges sociales : 30.8 %.

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

— Les statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

6.7 *État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice*

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Echéances	
		A plus d'1 an	A plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé	35 015		35 015
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres	540		540
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	23 905	23 905	
Autres	31 905	31 905	
Charges constatées d'avance			
Total	91 365	55 810	35 555
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêt récupérés en cours d'exercice			
(a) non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours.			

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances	
			A plus d'1 an	A plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit, dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	390 268	50 479	206 180	133 610
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 986	54 986		
Dettes fiscales et sociales	64 536	64 536		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	25 542	25 542		
Produits constatés d'avance				
Total	535 332	195 543	206 180	133 610
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	51 949			
(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours				

7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Compte de résultat par origine et destination

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION				
A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION -	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	723 235	723 235	770 294	770 293
1.1 Cotisations sans contrepartie	740	740	780	780
1.2 Dons, legs et mécénat	24 242	24 242	21 345	21 345
- Dons manuels	24 242	24 242	21 345	21 345
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	698 253	698 253	748 168	748 168
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	66 255		72 533	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	66 255		72 533	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	184 464		169 635	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	10 021	10 021	4 637	4 637
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS	3 319	-	2 639	2 286
TOTAL	987 295	733 257	1 019 740	777 217
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	832 131	832 131	832 741	832 741
1.1 Réalisées en France	832 131	832 131	832 741	832 741
- Actions réalisées par l'organisme	832 131	832 131	832 741	832 741
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger	-	-	-	-
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	-	-	-	-
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	176 534	54 917	160 617	38 658
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	32 716	32 716	21 904	21 904
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	435		648	
6 - REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	1 041 423	919 371	1 015 911	893 303
EXCEDENT OU DEFICIT	- 54 521	- 186 507	3 829	- 116 086

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	311 358	311 358	310 363	310 363
Bénévolat	166 104	166 104	120 784	120 784
Prestations en nature	72 754	72 754	117 079	117 079
Dons en nature	72 500	72 500	72 500	72 500
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE	-		-	
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	311 358	311 358	310 363	310 363
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	311 358	311 608	310 363	310 613
Réalisées en France	311 358	311 608	310 363	310 613
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	311 358	311 608	310 363	310 613

7.2 Produits par origine

7.2.1 Produits liés à la générosité du public

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publications ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

7.2.1.1 Dons, legs et mécénat

7.2.1.1.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 21 K€.

7.2.1.1.2 Legs, donations, assurance vie, mécénat

Néant

7.2.2 Produits non liés à la générosité du public

7.2.2.1 Cotisations avec et sans contrepartie

Néant

7.2.2.2 Parrainage des entreprises

Néant

7.2.3 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

- Subventions :
 - (1) Les subventions d'exploitation ;
 - (2) La quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.
- Concours publics définis à l'article 142-9 :
 - Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions,
 - Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

7.2.3.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

7.2.3.2 Autres concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.2.3.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		120 034	48 776		15 654
Subvention d'investissement					

7.2.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises : 0 K€

Transferts de charges : 10 K€.

7.2.5 Utilisations des fonds dédiés

- Utilisation de fonds reportés : 0 K€.
- Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 0 K€
- Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 3,3 K€
- Utilisation des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : 0 K€

7.3 *Charges par destination*

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières ni les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

Modalités de répartition des charges figurant dans le compte de résultat entre les différentes rubriques du compte de résultat par origine et destination :

Les modalités de répartition des charges figurant dans le compte de résultat entre les différentes rubriques du compte de résultat par origine et destination ainsi que de leur quote-part relevant de la générosité du public sont les suivantes :

- réel,
- ou à hauteur de 80 % affecté à la générosité du public.

Répartition des charges

Selon un % forfaitaire 80%
Ou réel, selon le type de charge

Numéro	Libellé de compte	2 024	Missions sociales	Frais de fonct.	Méthode
60 611 000	EAU	2 861,55	2 289		%
60 611 600	EAU CHENE ROND	214,43		172	%
60 612 000	GAZ (PTES BOUTEILLES)	16 174,29	12 939		%
60 612 100	CHAUFFAGE SALLE VENTE	1 248,29	1 248		Réel
60 613 000	ELECTRICITE	14 928,47	11 943		%
60 613 500	EDF PAVILLONS	5 632,81	4 506		%
60 613 600	EDF CHENE ROND	5 338,41		4 271	%
60 618 000	CARBURANTS	13 890,21	11 112		%
60 630 000	FOURNITURE ENTRETIEN	2 305,90		1 845	%
60 630 300	PETITES F/TURES ALIMENTAIRES	2 633,81	2 107		%
60 633 100	FOURN.ATELIER VETEMENT	406,67	407		Réel
60 639 000	FOURN.SALLE DE VENTES	13 567,40	13 567		Réel
60 640 000	FOURNITURES BUREAU	2 466,83		1 973	%
60 680 000	MAT. FOURNITURES - ATELIER REPARATION	223,99	179		%
61 251 000	CREDIT BAIL IVECO	4 670,78	4 671		Réel
61 252 000	CREDIT BAIL CHARIOT	5 051,76	5 052		Réel
61 320 500	LOCATION PAVILLON RETRAITES	3 309,95			Réel
61 321 000	LOCATION POUR HABITAT	7 319,82	7 320		Réel
61 322 000	LOC. CITERNE GAZ COMMUNAUTE	-	-		%
61 322 100	LOC CITERNE SDV 04909560	-	-		%
61 350 000	LOCATIONS MOBILIERES	1 897,00	1 518		%
61 351 000	LOCATION SALLES	-		-	%
61 352 000	LOCATION STANDARD	4 838,40		3 871	%
61 354 000	LOYER MACHINE A CAFE	926,88		742	%
61 356 000	LOC MATERIEL DE BUREAU	792,00		634	%
61 410 000	CHARGES COPROPRIETE CHENE ROND	231,00		185	%
61 520 000	ENT,BIENS IMMOBILIERS	-		-	%
61 521 000	E ET R SUR IMMO HEBERGEMENT	2 033,24		1 627	%
61 522 000	E&R IMMO ATELIERS	4 728,12		3 782	%
61 523 000	E&R IMMO PARTIES COMMUNES	11 634,44		9 308	%
61 526 000	E&R IMMO LE CHENE	3 156,41		2 525	%
61 551 000	ENT.MATERIELS ROULANTS	9 583,65		7 667	%
61 552 000	REPARATIONS EXCEPTION.	-		-	%
61 552 000	E&R MAT&OUTILS COMMUNAUTE	63,96	51		%
61 557 000	E & R MATERIEL INFORMATIQUE	1 414,49	1 132		%
61 560 000	MAINTENANCE	2 242,59		1 794	%

61 610 000	ASSURANCES	6 243,24	4 995	%
61 613 000	ASSURANCE VEHICULES	7 116,32	5 693	%
61 614 000	ASSURANCE ACCESSOIRES	-	-	%
61 810 000	DOCUMENTATION	116,00		93 %
62 121 100	SALAIRES CHGES RESP (RBT ACE)	151 922,00	121 538	%
62 121 400	SALAIRES ITINERANTS ACE + FRAIS	-	-	%
62 140 000	PERSONNEL D?TACH?	-	-	Réel
62 180 000	PERSONNEL EXTERIEUR - FORMATIONS	-	-	Réel
62 222 000	HONORAIRES DIVERS	5 350,00	5 350	Réel
62 211 000	HONORAIRES EXPERT COMPTABLE	7 248,00	7 248	Réel
62 261 200	HONORAIRES C.A.C.	4 704,00	4 704	Réel
62 261 300	HONORAIRES KPMG GESTION SOCIA	9 579,72		7 664 %
62 310 000	COMMUNICATION	4 589,94		3 672 %
62 340 000	CADEAUX A LA CLIENTELE	217,40		174 %
62 410 000	TRANSPORTS	2 616,00	2 093	%
62 512 000	DEPLACEMENTS RESPONSABLES	775,22	775	Réel
62 513 000	DEPLACEMENTS AMIS	21 863,00	21 863	Réel
62 514 000	DEPLACEMENTS COMPAGNONS	666,46	666	Réel
62 517 000	DEPLC. SALAIRES LOCAUX	1 106,47		885 %
62 560 000	MISSIONS ET RECEPTIONS	1 441,97		1 154 %
62 610 000	TIMBRES	262,49	210	%
62 626 100	INTERNET ATELIER VETEMENTS	725,20	580	%
62 650 000	TELEPHONE	4 978,26	3 983	%
62 750 000	FRAIS & CSION REMISE CB	2 256,21	1 805	%
62 780 000	SERV.BANC.ET ASSIMIL.	1 102,51		882 %
62 812 000	COTISATIONS ACE FONDS MUTUALISATION	5 229,60	5 230	Réel
62 812 100	COTISATION ACE	50 988,00	50 988	Réel
62 813 000	COTISAT.EMMAUS INTERNE	11 222,00	11 222	Réel
62 814 000	COTISAT.EMMAUS FRANCE	23 877,60	23 878	Réel
62 815 000	COTISAT.EMMAUS EUROPE	2 200,00	2 200	Réel
62 817 000	COTISATIONS EMMAUS - autres-	-	-	Réel
62 819 000	AUTRES COTISATIONS	121,00	121	Réel
62 880 000	TRAITEMENT DES DECHETS	1 179,53	944	%
63 330 000	FORMATION CONTINUE	4 153,18	3 323	%
63 512 000	TAXE FONCIERE	16 175,00	12 940	%
63 540 000	DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIM	911,52	729	%
64 110 000	SAL.ASSOCIAT.LOCALE	107 184,17	85 747	%
64 120 000	VAR.CONG.PAY.SAL.ASSOC	687,83	550	%
64 150 000	SALAIRES ET CHARGES PAYEES UCC	350,00	280	%
64 160 000	CES CEC : EMPLOIS AIDES	108 569,95	86 856	%
64 511 000	URSSAF SAL.DE L'ASSOC.	29 489,87	23 592	%
64 516 000	URSSAF CES, CEC	1 790,07	-	%
64 520 000	VAR.CH.SOC./CONG.SAL.	491,11	393	%
64 531 000	COT.RETR.SAL.ASSOCIAT.	5 970,19	4 776	%
64 532 000	PREVOYANCE NC SALAIRES LOCAUX	1 386,47	1 109	%
64 536 000	RET ET PREV CES, CEC	87,60	70	%
64 586 000	COTISATIONS AUTRES ORGANISMES	182,35	146	%
64 546 000	ASSEDIC CES,CEC	-	-	%
64 750 000	MEDECINE DU TRAVAIL	1 281,60	1 025	%
65 400 000	PERTE SUR CREANCE IRRECOURABLE	-	-	Réel
65 710 000	SOLIDARITES COMMUNAUT.	-	-	Réel
65 721 200	ALIMENTATION COURANTE	54 835,20	54 835	Réel
65 721 300	ALIMENTATION FETES	2 713,46	2 713	Réel
65 724 000	SOLIDARITES NATIONALES HORS EMMAUS	3 080,00	3 080	Réel
65 727 000	SOLIDARITE INTERNATIONALE	4 031,05	4 031	Réel
65 733 000	SOLIDARITE ACE	8 511,00	8 511	Réel
65 762 230	ALLOCATIONS GLOBALES	117 932,00	117 932	Réel
65 762 300	URSSAF COMPAGNONS	42 038,00	42 038	Réel
65 762 400	MUTUELLE COMPAGNONS	-	-	Réel
65 762 500	FORMATIONS COMPAGNONS	2 171,60	2 172	Réel
65 762 600	SOLIDARITE COMPAGNONS	6 467,84	6 468	Réel
65 763 100	MEDICAMENTS S/ORDONNANCE	-	-	Réel
65 763 110	MEDICAMENTS SANS ORDONNANCE	713,10	713	Réel
65 763 200	SOINS MEDICAUX	105,00	105	Réel
65 764 100	HYGIENE	1 335,55	1 336	Réel
65 765 000	LOISIRS - PRISE EN CHARGE TOTALE	319,00	319	Réel
65 765 200	LOISIRS - ABONNEMENTS	835,35	835	Réel
65 765 300	LOISIRS -INTERNET COMPAGNONS	748,80	749	Réel
65 766 000	VACANCES COMMUNAUTAIRES (hors alloc)	-	-	Réel
65 767 000	CADEAUX COMMUNAUTAIRES	2 460,00	2 460	Réel
65 768 000	FRAIS DECES COMMUNAUTAIRES	-	-	Réel
65 772 100	SOLIDARITES LOCALES -PASSAGERS	1 425,00	1 425	Réel
65 773 300	ACE surcote refacturation salaires	-	-	Réel
65 818 000	CHARGES EXCEP OPERAT DE GESTION	-	-	Réel
65 818 100	ECART DE CAISSE NEGATIF	315,34	315	Réel
66 110 000	INTERETS SUR EMPRUNT	1 095,15	1 095	Réel
66 119 000	INTERETS EMPRUNT ATELIERS - CE	3 265,01	3 265	Réel
67 120 000	PENALITE AMENDE	35,00	35	Réel
67 181 000	ECART DE CAISSE	-	-	Réel
67 182 000	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	36,37	36	Réel
		1 008 665	832 131	54 917
Frais de fonctionnement hors générosité du public		121 617		

7.3.1 Missions sociales

Les rubriques relatives aux missions sociales comprennent les charges engagées par l'entité pour la réalisation de ces missions et qui ont vocation à disparaître si elle cesse. Les charges engagées pour la réalisation des missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions.

Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales. Ces coûts sont ceux qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou plusieurs missions sociales. Ces coûts sont généralement fonction de l'ampleur des missions réalisées. Ces coûts peuvent faire l'objet de répartitions et tiennent compte de l'utilisation effective des moyens concernés.

Les actions sont réalisées en France. Elles consistent en l'accueil et l'accompagnement des compagnes et des compagnons. Les compagnes et compagnons sont des personnes qui vivent en communauté et qui participent aux activités d'économie solidaire.

7.3.2 Frais de fonctionnement

La rubrique « Frais de fonctionnement » comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité (gouvernance, communication, ressources humaines, comptabilité et gestion financière, moyens généraux, informatique)

Les charges relatives aux fonctions relevant des frais de fonctionnement dont l'entité peut justifier l'affectation à la réalisation de missions sociales ou à des frais de recherche de fonds, sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds ».

7.3.3 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 32.3 K€.

7.3.4 Dotations aux provisions

Néant.

7.4 Produits par origine des contributions volontaires en nature du CROD

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire. Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Les ventes des dons reçus en nature sont inscrites en produits en compte de résultat sous une rubrique spécifique.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
Obtenue :		
Prêt à usage – besoins de l'activité	5 % de la valeur d'origine des biens	72 750 €
Biens – vendus	Prix d'achat HT des biens donnés par le donateur	72 754 €
Alimentation – besoins de l'activité	5 449 kilogrammes donnés par le donateur *	
Bénévolat : 13 316 heures	Nombre d'heures réalisées, valorisées au smic + charges sociales	166 104 €
Offerte :		
Dons divers de matériels	Prix pratiqués en salle des ventes EMMAUS	0 €

* Certains dons n'ont pas fait l'objet d'une valorisation en euros, notamment l'alimentation, mais sont quantifiés en poids.

7.4.1 *Contribution volontaires (**Produits**) liés à la générosité du public*

7.4.1.1 **Bénévolat**

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

7.4.1.2 **Prestations en nature**

Néant

7.4.1.3 **Dons en nature**

Ils s'élèvent à 5 449 kg d'alimentation, 0 € en monnaie et 72 754 € de biens donnés.

7.4.2 *Contributions volontaires (**Produits**) non liées à la générosité du public*

Le prêt à usage est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi. Le prêt à usage ne satisfait pas aux conditions de reconnaissance d'un actif au sens des articles 211-1 et suivants du plan comptable général. Le prêt à usage est comptabilisé en tant que contribution volontaire en nature.

Les biens immobiliers sont mis à disposition gratuite de notre association à charge de les utiliser conformément aux conventions et d'en assurer l'entretien. Ces biens relèvent de la convention de commodat à effet au 31/12/2017. La nouvelle convention de commodat intègre les travaux réalisés depuis 2015.

La valeur d'origine de ces biens s'élève à 1 455 K€. Pour évaluer le loyer annuel, nous avons retenu une valeur locative de 5 % de la valeur d'origine. Ce taux est faible mais est adapté à l'activité sociale de l'association.

7.5 ***Charges par destination des contributions volontaires en nature du CROD***

7.5.1 *Contributions volontaires (**Charges**) aux missions sociales*

La totalité des activités sont réalisées en France.

7.5.2 *Contributions volontaires (charges) à la recherche de fonds*

Néant

7.5.3 *Contributions volontaires (charges) au fonctionnement*

Néant

7.6 *Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges*

7.6.1 *Charges Financières, aides financières*

7.6.1.1 *Charges financières*

Les charges financières sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds » si l'entité en justifie. A défaut, elles figurent dans les frais de fonctionnement

7.6.1.2 *Aides Financières*

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées.

Une aide financière est :

- Soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- Soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les aides financières telles que ci-dessus définies sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges :

- D'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité ; soit 250 K€ en N
- Exceptionnelles si elles ne relèvent pas de l'activité normale de l'entité ; soit 0 K€ en N

7.7 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

7.7.1 *Produits à recevoir*

Libellés	Montant
INTERETS COURUS	
Immobilisations financières	
Participations groupe	
Participations Hors groupe	
Clients	
Associés	
Valeurs mobilières de placements	
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	10 724
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	
Personnel	
Sécurité sociale	
Etat	-
Divers	8 988
TOTAL	19 712

7.7.2 *Honoraires des commissaires aux comptes*

	CAC
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 704 €
— Au titre d'autres prestations	
— Honoraires totaux	4 704 €

7.8 *Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées aux pieds du compte de résultat*

7.8.1 *Contributions volontaires en nature non chiffrées au pied du compte de résultat*

Les biens collectés issus de la générosité du public en stock au sein de l'association au 31/12/2024 ne sont pas chiffrés.

Leur nature, leur diversité et leur quantité ne permettent pas d'estimer aisément ce stock.

7.9 *Régime fiscal*

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)

Lors de la réalisation de la vente, l'engagement reçu est soldé et la vente est comptabilisée en produit « Ventes de dons en nature ».
Les dons en nature ne peuvent pas être inventoriés à la clôture de l'exercice.

8.2 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 0 € en 2024.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié permanent de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	
Agents de maîtrise et Techniciens	2.9
Employés	
Ouvriers	
Total	2.9

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements (Fédération UACE Emmaüs) *		500 000
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

* Emprunt souscrit pour la construction d'un atelier, travaux sous convention de mandat.
Le capital restant dû pour cet emprunt au 31/12/2024 s'élève à 261K€.

11 Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

A l'exception des informations précisant les ressources reportées liées à la générosité du public non dédiées et non utilisées, les informations figurant dans le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 correspondent strictement aux informations relevant de la générosité du public figurant dans le compte de résultat par origine et destination défini à l'article 432-2.

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES	832 131	832 741	1 – RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	723 235	770 294
1.1 Réalisées en France	832 131	832 741	1.1 Cotisations sans contrepartie	740	780
- Actions réalisées par l'organisme	832 131	832 741	1.2 Dons, legs et mécénats	24 242	21 345
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	24 242	21 345
1.2 Réalisées à l'étranger	-	-	- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	698 253	748 168
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	-	-			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	54 917	38 658			
TOTAL DES EMPLOIS	887 048	871 399	TOTAL DES RESSOURCES	723 235	770 294
4 – DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	32 323	21 904	2 – REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	10 921	4 637
5 – REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE			3 – UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTERIEURS	-	2 286
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	919 371	893 303	TOTAL	733 257	777 218
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)	-	240 898
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	-	186 507
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	35 004
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)	-	482 407

La rubrique « Investissements et désinvestissements nets liés à la générosité du public » comprend :

Pour les investissements :

- Le montant des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisations brutes acquises au cours de l'exercice au moyen de ressources issues de la générosité du public ;
- Diminué du montant des dotations aux amortissements des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisation acquises au moyen de ressources de la générosité du public et comptabilisés au cours de l'exercice.

Pour les désinvestissements :

- La valeur nette comptable des immobilisations ou des quotes-parts de valeur nette comptable d'immobilisations cédées, antérieurement acquises au moyen de ressources issues de la générosité du public.

Les ressources par origine comprennent les seules ressources liées à la générosité du public, composées des montants :

- Des cotisations sans contrepartie ;
- Des dons manuels comprenant les produits reçus des ventes de dons en nature ainsi que des legs, des donations, des assurances-vie et des dons effectués dans le cadre du dispositif du mécénat ;
- Des autres ressources liées à la générosité comprenant la quote-part de générosité reçue d'autres organismes et les revenus générés par les actifs issus de l'appel public à la générosité en sus des plus ou moins-values de cessions d'actifs à l'exception de celles des plus ou moins-values relatives aux biens provenant de legs ou de donation avant la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'organisme ou avant la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure ou avant la date de signature de l'acte authentique de donation.

A ce total des ressources de l'exercice, viennent s'ajouter, d'une part, la part relative à la générosité du public des reprises sur provisions et dépréciations et, d'autre part, l'utilisation des fonds dédiés antérieurs.